



**Déclaration facilitée par le CIP (Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire) pour les mouvements sociaux, qui comprennent les petits paysans et les peuples indigènes, et les autres organisations de la société civile présentes à Tunis lors de la troisième session du TIRPAA, du 1 au 5 juin 2009.**

Présentée par Alberto Gomez, Comité de coordination internationale de la Via Campesina

Les femmes et les hommes qui pratiquent l'agriculture à petite échelle, riche en biodiversité, non seulement créent et préservent la diversité génétique des semences du monde mais, dans le contexte des crises climatique, alimentaire, énergétique et économique, sont les seuls capables de nourrir les personnes souffrant de famine dans le monde. La résistance et la capacité de ces systèmes à s'adapter sont notre meilleure défense contre le chaos climatique.

Il est donc urgent de pouvoir appliquer des droits contraignants pour défendre les paysans. Ces droits permettront de soutenir la conservation dynamique et l'utilisation durable de la biodiversité agricole et de garantir le partage équitable des avantages, qui sont les principaux objectifs de ce Traité.

Les privilèges des monopoles conférés à des personnes morales à travers les DPI sur les semences mettent en cause les droits collectifs des agriculteurs à préserver, semer, échanger et vendre leurs semences fermières, et ont facilité la concentration de la propriété de ces semences entre les mains d'un nombre limité de multinationales semencières. Ils contribuent à la destruction de la diversité biologique, spirituelle et culturelle et empêchent la majorité des agriculteurs de conserver et d'utiliser de façon durable les millions de variétés cultivées pour l'alimentation, qu'ils développent et adaptent en fonction de l'évolution des besoins et des écosystèmes agricoles locaux.

Les banques de gènes ex situ et la biodiversité cultivée sont menacées jusque dans les centres d'origine et dans leur diversification par les contaminations d'OGM brevetés, les guerres et la carence de financements publics nécessaires à la conservation de la biodiversité cultivée.

Nous exhortons par conséquent le Comité Directeur de la 3e session du TIRPAA réuni ici à Tunis à mettre en œuvre les propositions suivantes :

- 1) S'assurer que toutes les parties du Traité reconnaissent les droits collectifs des petits paysans, des peuples indigènes et des pastoralistes à :
  - a) conserver, utiliser, échanger et vendre toute variété non génétiquement modifiée de semence fermière<sup>1</sup> ;
  - b) protéger leurs semences contre la biopiraterie et contre la contamination par des gènes brevetés, y compris les OGM, et ;

1. Dans ce contexte, les semences comprennent tout matériel de multiplication dont les graines, les racines, les greffons et les boutures

- c) reconnaître et protéger les systèmes agraires, sociaux et culturels qui conservent ces semences, ainsi que les savoirs associés.
- 2) Déclarer l'état d'urgence dans le contexte des crises alimentaire, climatique, énergétique et économique pour que toutes les contraintes liées à la sélection végétale, notamment la propriété intellectuelle sur les variétés de plantes ou les germoplasmes, soient immédiatement suspendues sur la base de l'*ordre public* pendant au moins la durée de la crise, étant donné que ces monopoles exclusifs sur les variétés végétales et les germoplasmes limitent la diversité et la capacité des agriculteurs à adapter les semences

1. Dans ce contexte, les semences comprennent tout matériel de multiplication dont les graines, les racines, les greffons et les boutures

- 3) S'engager à rédiger un rapport biennal sur « la situation des agriculteurs dans le monde et de leurs droits ». Ce rapport sera effectué par des organisations de petits paysans, de peuples indigènes et de pastoralistes, financé par la FAO ou par le Traité, ainsi que présenté et débattu lors de chaque réunion de l'Organe directeur. Ce rapport doit inclure les résultats et les analyses d'un questionnaire soumis aux gouvernements sur la mise en application nationale des droits des agriculteurs.
- 4) Créer des groupes de travail au sein du Traité comprenant des gouvernements et des organisations de la société civile, y compris des organisations de petits paysans, de peuples indigènes et de pastoralistes, qui seront chargés de :
  - a) vérifier le respect des règles du Traité par toutes les parties prenantes au système multilatéral et au partage des avantages, et notamment indiquer à l'Organe directeur tout acte de biopiraterie concernant les espèces énumérées à l'Annexe 1 du Traité et les autres espèces importantes pour l'alimentation et l'agriculture ;
  - b) définir, au sein du TIRPAA, un cadre pour la conservation « in situ<sup>2</sup> » / dans les fermes, y compris dans les banques de semences gérées par les communautés, qui protège et développe les systèmes d'innovation mis en place par les agriculteurs, notamment la sélection participative, et obtenir le financement nécessaire, et ;
  - c) définir, avec le GCRAI et le GCDT, le rôle et l'efficacité des banques de gènes ex situ, ainsi qu'un code de bonnes pratiques pour offrir un accès et une utilisation illimités aux petits paysans, aux peuples indigènes et aux pastoralistes, ainsi que permettre le partage des avantages. Tout financement de la conservation ex situ doit dépendre et être lié à des financements préalables de la conservation dans les fermes / in situ caractéristique des petites exploitations.

En cas d'incapacité de l'Organe directeur du TIRPAA à satisfaire ces exigences, nous, les représentants des petits producteurs agricoles, y compris des paysans, des peuples indigènes et des pastoralistes, et les ONG qui nous soutiennent, appelons à la formation d'une coalition des états désireux de faire appliquer immédiatement ces droits et de travailler avec nous pour rédiger un protocole séparé sur les droits des agriculteurs / paysans, qui comprendrait ces mesures sous l'égide d'une autre structure au sein de la FAO (par exemple le CGRFA, CFS) ou du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

<sup>2</sup>. telle que définie dans le Plan d'action mondial de Leipzig et par les mouvements de petits paysans.

<sup>3</sup>. Les banques de semences contrôlées par les communautés comprennent tout l'éventail des collections échangées dans les communautés, depuis celles qui sont conservées dans les familles et les foyers, jusqu'à celles conservées dans les installations communautaires officielles